

Deux logiques éditoriales complémentaires serveurs académiques et sites associatifs

1. Les pratiques académiques de mutualisation et

Gérard Puimatto

DIRECTEUR ADJOINT
CRDP D'AIX-MARSEILLE

Les serveurs académiques ont vu le jour dans le cadre de l'appel à projet « Autoroutes et services de l'information », en 1995. Ils se sont rapidement fait une place, entre l'édition traditionnelle, qui évolue vers le numérique, et les sites relevant davantage de sphères associatives ou communautaires. Quelle place ?

Le terme de « serveur académique » ne désigne pas à proprement parler un ou des serveurs, mais bien des *services* en ligne, proposés principalement en direction des enseignants, mais aussi, dans une moindre mesure, des parents, des élèves et du grand public.

Parmi eux, les *services en ligne à vocation pédagogique* couvrent les domaines liés à l'action des établissements et des écoles (hébergement des sites web des établissements scolaires), les sites disciplinaires (documents et échanges des praticiens de la discipline, intervention des autorités pédagogiques), ainsi que ceux dédiés aux dispositifs pédagogiques transversaux (TPE, IDD, enseignement professionnel, arts et culture, école et médias, etc.).

Une consultation en forte croissance

Même si l'information y est quelquefois peu accessible, les taux de consultation et la masse de documents qu'ils représentent sont tels qu'ils se posent en gisements documentaires et informationnels majeurs pour le secteur éducatif.

Pour presque toutes les académies, les observations sont convergentes : des dizaines de milliers de documents en ligne, de 1 à 4 millions de

pages lues par mois hors vacances scolaires et plusieurs centaines de milliers d'utilisateurs, selon une croissance qui reste élevée (encore environ 5 % à 10 % par mois, après avoir connu un doublement chaque année antérieure).

Services rendus, entre communication et échanges

Les services en ligne pédagogiques ne sont pas seulement un espace de communication institutionnelle, mais plutôt des espaces ouverts de communication et d'échange destinés avant tout aux praticiens et acteurs de l'éducation.

Le secteur pédagogique jouit traditionnellement d'une liberté liée aux principes fondamentaux de l'école républicaine, qui se reflète dans ce nouveau mode d'expression en ligne. Pour autant, il s'agit aussi d'un affichage institutionnel public – même s'il concerne la fonction pédagogique – qui ne saurait s'affranchir de toutes règles. Il a donc fallu esquisser une sorte de moyen terme, sans doute encore imparfait, permettant de concilier ces aspects.

L'hébergement

Le premier service rendu par les « serveurs » académiques est d'assurer un hébergement disponible et gratuit pour les productions des enseignants et des établissements. Ceux-ci bénéficient ainsi du support de la plate-forme en place et de ses débits d'accès internet (souvent élevés, via Renater), mais aussi d'autres avantages essentiels : un affichage homogène et cohérent de l'ensemble, une audience importante et la garantie institutionnelle, puisque le site est placé sous la direction hiérarchique du recteur ou de l'inspecteur d'académie.



Mutualiser et échanger

Le service rendu se rapproche davantage de la mutualisation et de l'échange que de l'édition ou de la publication. D'une certaine manière, la communauté d'utilisateurs alimente un site qui mutualise les productions dans lesquelles chacun pioche, avec de larges possibilités d'exploitation pédagogique à titre gratuit.

La conservation pérenne pour chaque production publiée est indispensable à plus d'un titre et elle doit être garantie à l'auteur. Par ailleurs, le déploiement de toiles complexes de liens, dont on ne connaît pas toujours l'existence, interdit de recourir à une publication trop fugitive. La logique de flux liée à l'échange se double donc d'une logique de stock liée à la mutualisation et à la pérennité de la publication.

Quelle validation ?

La question de la validation a soulevé, et soulève encore, de nombreux débats. La publication sur un support institutionnel pose indiscutablement la question du caractère officiel des contenus.

Pour autant, les habitudes qui se sont installées dans les académies ne favorisent pas le seul propos institutionnel, mais aussi et surtout les illustrations de pratiques professionnelles et de leur évolution, ainsi que les échos, même feutrés, des interrogations et doutes des enseignants.

Les termes d'un choix pourraient s'exprimer sous la forme d'une alternative entre une validation forte, de type hiérarchique, d'un côté, et une absence totale de validation, de type communautaire, de l'autre. Bien entendu, aucune de ces deux démarches extrêmes n'est satisfaisante : la première ne produirait qu'une publication sous tutelle étroite, en rupture avec les traditions d'ou-

verture et de diversité de l'édition scolaire. Elle nécessiterait en outre des délais de mise en ligne considérables ; à l'inverse, la seconde conduirait à un affichage sans garantie de qualité et qui se révélerait en fort décalage avec le discours institutionnel.

L'objectif est d'assurer un contrôle avec des procédures minimales, afin d'offrir un service fluide tout en limitant au mieux les « risques ».

La notion de validation est liée à l'accès public des services. Si des échanges entre enseignants de documents inachevés ou imparfaits ne posent pas de problème particulier, il en va autrement lorsque des élèves ou des parents peuvent y accéder. De ce fait, les schémas souvent évoqués de services à niveaux d'accès (accès public sur les zones « validées », accès réservé aux zones d'échanges) sont totalement irréalistes en l'état, en l'absence d'environnement numérique de travail individuel et d'une organisation finalisée des groupes d'intérêt correspondants.

Les services restent donc majoritairement ouverts à tous publics, le plus souvent avec des procédures de validation minimales qui limitent les risques les plus criants, mais la diversité est de ce point de vue totale.

On pourra aussi s'interroger sur la pertinence de la notion de validation, dans une acception aussi absolue. Le caractère valide d'une ressource ne peut être indépendant du contexte d'usage

« ... une validation forte ne permettrait qu'une publication sous tutelle étroite ; une absence totale de validation conduirait à un affichage sans garantie de qualité. »

« Les serveurs académiques sont sans doute à la croisée des chemins : faute de devenir l'instrument de fédération professionnel d'une communauté, ils laisseront la place à d'autres solutions. »

dans la majorité des cas. Si on excepte les documents attentant à la loi (racistes, révisionnistes, etc.), une ressource n'est « validée » et ne devient pédagogique que par l'usage qui en est fait.

La notion de validation des ressources est donc à peu près sans fondement, voire contraire aux principes de l'École républicaine, dans laquelle il appartient à chaque enseignant d'avoir le recul et la capacité de sélectionner ses sources. Dans une acception *a priori*, elle n'a de place que dans un processus éditorial, et non dans un contexte d'usage. Si les services en ligne pédagogiques sont le support d'un propos institutionnel, la validation *a priori* dans une véritable démarche éditoriale est indispensable ; elle doit alors porter sur la validité disciplinaire et institutionnelle, mais aussi sur la forme et, surtout, sur l'opportunité de publier, au cœur du rôle d'édition. Si les services sont en revanche un support de mutualisation et d'échange, seule une validation *a posteriori* peut être envisagée, avec l'accord des auteurs.

Contributeur, webmestre, animateur...

L'organisation qui sous-tend le fonctionnement des services se situe à trois ou quatre niveaux : les contributeurs, les webmestres, le ou les pilotes académiques, auxquels il faut ajouter un service d'aide et d'assistance à la mise en ligne.

Le contributeur

Occasionnel ou régulier, il s'agit généralement d'un enseignant, intervenant en son nom personnel ou comme interlocuteur d'un groupe, qui souhaite publier, sous sa propre responsabilité, des documents qu'il a produits ou adaptés à cette intention. Selon les modes de fonctionnement du service et les « libertés » et autres autorisations qui lui ont été accordées, il transmet ses productions dans le format qui lui convient, aux fins de traitement en vue de la mise en ligne, ou bien les met en page lui-même – auquel cas, il se charge de la vérification préalable à la publication.

La situation des contributeurs de sites d'établissements est différente. Ils n'interviennent pas en leur nom, mais en celui de leur responsable légal de publication, le chef d'établissement.

Le webmestre

Chaque unité du site académique, correspondant, par exemple, à une discipline, un enseignement, un dispositif pédagogique (IDD, TPE, etc.) ou un établissement, est généralement animée par un webmestre, qui assure le suivi du site et la coordination entre les contributeurs d'un côté, avec les pilotes académiques de l'autre. Selon les cas, il reçoit les contributions et les valide *a priori*,

ou encore il vérifie et valide *a posteriori*. Son rôle est en effet différent selon que les contributeurs transmettent leur production pour mise en ligne ou qu'ils disposent d'un accès direct.

Son intervention se situe à tous les niveaux de validation (technique, juridique, institutionnel, disciplinaire). Il agit sur délégation du responsable de la publication ; pour les disciplines, il est souvent désigné par son IPR, qui définit avec lui les modalités de fonctionnement.

Le ou les pilotes académiques

La fonction de pilotage est essentielle, surtout sur des sites contributifs où la production n'est pas le reflet fidèle de la commande institutionnelle, mais bien davantage des désirs et préoccupations des contributeurs.

Le pilote s'emploie à assurer la bonne articulation avec les responsables académiques, à définir les règles de fonctionnement du service et les délégations de responsabilités, et à veiller sans cesse à la conformité technique, juridique et pédagogique des contenus. Il a aussi pour mission de susciter des productions sur les sujets d'actualité, vérifier les doublons, articuler les travaux connus, s'assurer de la cohérence globale du site. Il s'agit aussi de veiller à la cohérence institutionnelle, en incitant les contributeurs et responsables à alimenter le site et à le faire vivre.

La nécessité de choix clairs

Le rôle des serveurs académiques pour les échanges professionnels, notamment dans le cadre des sites disciplinaires, nécessite des choix stratégiques clairs. L'objectif est soit de favoriser une appropriation des outils par les enseignants eux-mêmes – et il convient alors de laisser une large place à l'initiative de chaque professionnel qui souhaite contribuer sans l'entraver de contraintes superflues –, soit de disposer d'un outil permettant de relayer la prescription institutionnelle – et la validation retrouve toute sa légitimité.

À visiter nombre de sites académiques, on constate que la réponse est au moins peu évidente, et souvent non cohérente sur l'ensemble des documents accessibles.

Or, l'absence de choix clair dans ce domaine conduit à préférer d'autres lieux virtuels de mise en commun : associations de spécialistes, sites associatifs, voire ressources réparties dans des architectures de type pair à pair, prônées par de nombreux acteurs du « libre ».

Il ne s'agit évidemment pas ici de juger de la pertinence d'une solution ou d'une autre, chacune ayant ses qualités et sa raison d'être, mais de constater que les serveurs académiques sont sans doute à la croisée des chemins : faute de

devenir l'instrument de fédération professionnel d'une communauté, ils laisseront la place à d'autres solutions.

Le lien comme moyen privilégié d'accès à l'information

Si la cohérence informationnelle est souvent difficile à faire apparaître, la tentation est grande d'utiliser les liens pour donner une cohésion à l'ensemble, en phase avec l'image que l'on souhaite véhiculer.

Une telle démarche, si elle apparaît satisfaisante pour celui qui construit son « site plein de liens », est d'un intérêt moins évident pour l'utilisateur, qui n'a pas forcément le même point de vue et qui va perdre, dans l'écheveau, l'orientation de sa propre navigation.

Le foisonnement de liens est issu d'une réflexion insuffisante sur la subsidiarité. Si le niveau de mise en œuvre de la politique éducative de la nation est l'établissement, on devrait considérer que sa légitimité est totale pour s'exprimer sur tous les aspects de l'action d'éducation, et il serait alors de fait « inconvenant » de s'y substituer ; à l'opposé, on considère souvent, notamment dans les instances ministérielles ou académiques, que l'expression du niveau central doit primer, les échelons locaux ne devant intervenir qu'au titre de leurs spécificités. Cette approche est à l'évidence totalement justifiée pour l'information administrative ; en revanche, elle apparaît quasi orthogonale à des stratégies d'appropriation d'acteurs pour les aspects pédagogiques.

Absence de stratégie globale ou excès d'abondance de niveaux d'initiative, le Web éducatif français se peuple de liens, souvent non mis à jour, sans stratégie définie en la matière et le plus souvent sans approche construite de ce que doit être la notion de « première localisation » d'une ressource. La délicate organisation de la toile d'araignée, comme métaphore fondatrice du Web, n'a pas grand-chose en commun avec ce qui ressemble davantage à un écheveau de laine après le passage d'une bande de jeunes chats.

L'indispensable approche documentaire

Si la qualité de production est bien là, si son abondance est évidente, l'absence de prise en compte de la dimension documentaire constitue le plus grave défaut du dispositif et l'absence de traitement structuré conduit à une recherche chaotique, au rapport signal/bruit peu favorable. Les exploitations documentaires sont le plus souvent hétérogènes ou inexistantes. L'indexation et la recherche restent des objets théoriques, et l'uti-



« Si la cohérence informationnelle est souvent difficile à faire apparaître, la tentation est grande d'utiliser les liens pour donner une cohésion à l'ensemble. »

lisateur est privé d'outils de recherche performants.

Un traitement documentaire structuré, même minimal, décuplerait l'efficacité du dispositif, alors que les initiatives de portails et autres outils plein texte n'offrent pas un gain d'efficacité significatif.

Les technologies existent pourtant et sont identifiées : XML¹ et les structures de description comme *Dublin Core*² fournissent un standard à peu près incontesté ; avec les technologies XML/RSS³ associées à des logiques dites de syndication de contenus, on est à même d'afficher un flux XML au sein d'une interface de consultation, sans obliger l'utilisateur à changer autant de fois d'interface que de source. Les recommandations *Open Archive Initiative*⁴ permettent d'ores et déjà d'implémenter ces fonctions, tout en ménageant les possibilités de traitements individuels, dans la logique du *post-it* (document illustrant telle leçon, pour tel niveau, telle discipline...).

Il n'est que temps de se mettre en conformité avec l'état de l'art et d'ouvrir un véritable débat pour définir un mode opératoire qui aurait aussi l'avantage de poser la question des compétences et savoir-faire documentaires nécessaires pour les enseignants, les élèves, et les utilisateurs d'Internet que nous serons tous demain. ●

1. XML : <http://xmlfr.org/> site de référence en français.
www.chez.com/xml/initiation/, « XML expliqué aux débutants » : article de Emmanuel Lazinier.

2. *Dublin Core*, site de référence de l'initiative : www.dublincore.org

3. RSS : www.indicateur.com/Doc/rss.shtml

4. www.openarchives.org/

2. Des colosses aux pieds d'argile : les sites associatifs d'enseignants

Caroline d'Atabekian

ASSOCIATION WEBLETTRES

Ils sont une poignée, spécialisés dans une discipline, comme WebLettres, Clionautes, PagesTec ou Sesamath, un niveau, comme Cartables, ou un créneau spécifique comme Le Café pédagogique. Fondés et maintenus par quelques enseignants bénévoles réunis en association, ils ont conquis un vaste public dans l'ensemble du système éducatif et connaissent une fréquentation toujours croissante. Ils restent, pour la plupart des enseignants, les sites de référence pour leur pratique professionnelle. D'où vient leur succès ? qu'est-ce qui fait la spécificité de ce type de publications en ligne ? sur quel modèle éditorial fonctionnent-ils ?

Contrairement à bien des sites fondés pour donner une place sur le Web à des entités déjà existantes, les sites associatifs d'enseignants sont les rejetons d'Internet et ne correspondent à rien qui lui soit antérieur. Ces associations sont nées en ligne.

Au commencement étaient les listes

Pour la plupart, elles émanent d'initiatives ayant pris leur essor au sein de communautés virtuelles d'enseignants liés entre eux par une liste de discussion disciplinaire, qui avaient donc pris le temps de se connaître et de se forger une identité par les échanges de courrier électronique. Ainsi chacun de ces sites est-il d'abord une liste : Profs-L et Profs-fr pour WebLettres, H-Français pour les Clionautes, PagesTec pour le site du même nom... ou des listes de diffusion, comme Infonews pour Cyberlangues, sans parler du Café pédagogique...

Ainsi quelques enseignants ayant réalisé un site personnel, puis d'autres, se sont-ils réunis pour mutualiser leurs travaux et, à l'écoute de leurs collègues, mettre en place les services qui, au fil du temps, s'imposaient.

Ce que ces sites proposent répond aux besoins des enseignants tels qu'ils apparaissent dans les discussions entre collègues. D'une discipline à l'autre les services qu'ils offrent sont variables, néanmoins il existe une sorte de tronc commun, hormis pour Le Café qui, par sa nature pluridisciplinaire et sa fonction spécifique, constitue un cas à part. On y trouve essentiellement un lieu d'échange de documents : cours, séquences, travaux divers et, généralement, un annuaire de sites intéressant les enseignants de la discipline. Les autres services varient d'un site à l'autre : groupes de travail sur un sujet donné, publication de synthèses des discussions les plus riches ayant eu lieu sur les listes, espaces dédiés aux nouvelles technologies, forums...

Institution et associations

Les sites associatifs sont perçus diversement au sein de l'institution. Parfois ignorés, parfois ouvertement appréciés, ils suscitent des réactions variées, l'idée la plus souvent évoquée étant bien entendu celle d'une concurrence entre les deux systèmes. Le silence de l'institution apparaît parfois comme un reproche muet face à l'expansion des documents mis en ligne (qui pourraient être proposés sur les sites académiques ?) et à l'information diffusée (alors que les sites nationaux ont tous leur lettre d'information, voire leur revue d'actualité ?). On lit même dans le récent rapport de l'Inspection générale qu'« une part notable des enseignants préfère mettre en ligne ses productions sur des sites d'association ou des sites personnels, car les procédures de validation pour les sites institutionnels apparaissent lourdes et rigides¹ ». Si les processus de validation constituent un problème bien spécifique, le succès des sites associatifs trouve, semble-t-il, d'autres explications.

Une raison historique

Tandis que les sites académiques se sont mis en place lentement et de manière inégale avant de trouver leur assise actuelle, les sites d'enseignants à l'origine des communautés virtuelles étaient, pour beaucoup d'entre eux, déjà présents sous une forme ou sous une autre aux débuts d'Internet. Ils ont évolué eux aussi, mais en restant au centre de ces communautés, et ont fait boule de neige. Ce sont les mêmes individus que l'on côtoyait déjà sur le réseau fin 1996, qui sont aujourd'hui à l'origine des grands sites, connus par leurs pairs. Les enseignants ont pris l'habitude de se référer à eux, et de leur envoyer leurs cours et travaux afin qu'ils soient mis en ligne et au profit de tous. Le réflexe d'envoyer un travail sur un site académique est, aujourd'hui encore, rare chez les enseignants, qui bien souvent ne savent tout simplement pas qu'ils peuvent le faire, ou bien comment le faire. Il est ainsi fort probable que les documents collectés et publiés sur les sites associatifs seraient, sans cette opportunité, perdus pour tous.

Une raison fonctionnelle

En dehors du problème de la validation, qui sera traité plus bas, se pose celui de l'éclatement du Web. Il est bien normal que chaque académie édite son propre site, pour mettre en valeur les productions de ses enseignants et leur offrir un espace de publication pour leurs travaux. Néanmoins, l'une des caractéristiques d'Internet est de rendre caduque toute notion de géographie. Si un professeur de français de l'académie de Marseille a besoin de consulter des documents sur tel sujet, qu'on ne trouve que sur le site académique de Rennes, on comprend bien que, du point de vue de l'utilisateur, la répartition des sites par académie est plus déroutante que commode. Et que dire du premier degré, dont les sites sont éclatés par départements, inégalement hébergés par les inspections académiques ? Aussi, dans les communautés d'enseignants, l'idée d'un site de référence sur lequel chacun déposerait ses documents s'est imposée d'elle-même. Le Ministère tente d'ailleurs de résoudre ce problème en ce qui concerne le réseau interacadémique, puisqu'on dispose désormais sur Educnet, pour quelques disciplines, d'une unique base de données qui référence l'ensemble des documents en ligne sur les serveurs académiques.

On ne mesure d'ailleurs pas toujours combien les sites associatifs et leurs listes sont les vecteurs de l'information professionnelle auprès des enseignants ; jamais ceux-ci n'ont été mieux informés qu'aujourd'hui sur les ressources et services publiés par l'institution sur le Web, les projets ministériels ou académiques, les parutions offi-



« En dépit de leur succès, les sites associatifs ne reposent pas sur un socle solide. »

cielles, dont les listes et les sites se font très largement l'écho.

La validation par les pairs

« Le fait que la validation institutionnelle apporte des garanties quant à la conformité au programme et à la validité scientifique des productions concernées, semble souvent oublié », dit encore le rapport de l'Inspection générale. Il est certain que la publication sur un site institutionnel du travail d'un enseignant constitue un gage de qualité. Dans les sites associatifs, il n'y a bien entendu pas de validation par les inspecteurs (encore que le corps des IPR soit largement représenté dans certaine association, participant même au comité de validation). Les procédures diffèrent d'un site à l'autre, mais dans l'ensemble on retrouve toujours un comité de quelques profs en charge de cette responsabilité. Chez Sesamath par exemple, qui a finalement réalisé un manuel imprimé à partir des contributions des visiteurs avec le concours du CRDP de Lille, un enseignant pour chaque niveau est chargé de vérifier le contenu des documents et de le mettre en ligne. Chez les Clionautes ou Cartables, un comité de rédaction examine les contributions.

L'exemple de WebLettres

C'est le cas également de WebLettres. Le regard que nous portons aux documents envoyés par les

1. Rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, année 2003. Extrait du chapitre V : « L'École et les réseaux numériques » (p. 158-159) : www.educnet.education.fr/c/hrgt/bilan-tice.pdf

visiteurs du site n'est bien entendu pas celui d'un IPR ; du fait que nous ne sommes pas institutionnels, notre responsabilité s'apparente davantage à celle d'un éditeur, et c'est du point de vue de leur qualité éditoriale que nous validons ou non les contributions.

Nous aimerions pouvoir les examiner plus en détail, proposer des améliorations, harmoniser la présentation, valoriser davantage les documents en les organisant notamment ou, comme Sesamath, en aboutissant à une publication imprimée, mais nous manquons pour cela de temps, de personnel, de moyens. Nous partons donc du principe que ces documents peuvent être utiles ainsi aux enseignants, et prenons le parti de les mettre en ligne (ou pas) tels quels, faisant confiance au sens critique et à la sagacité de nos collègues, qui sont suffisamment autonomes pour reconnaître la ressource qui leur sera utile et qui, comme ils le font avec les manuels scolaires, piochent de-ci de-là les idées qui vont les aider à construire leurs séquences propres.

Pour la même raison, ces documents sont protégés par un mot de passe qui les rend inaccessibles aux élèves. Le grand nombre de consultations de ces fichiers montre que la validation par les pairs fonctionne à double sens : nous validons ce que nos visiteurs nous envoient, et eux, en retour, « valident » l'ensemble du site par le nombre de leurs visites, preuve qu'ils ne sont pas déçus de ce qu'ils y trouvent.

Le reflet d'une communauté

Certains documents, par nature, ne trouveraient pas leur place sur des sites institutionnels. Sur WebLettres encore, nous publions, par exemple, plusieurs centaines de questionnaires sur des œuvres littéraires dont les professeurs de français se servent pour contrôler les lectures faites à la maison. La pratique du questionnaire n'est sans doute pas la meilleure pédagogie, mais elle est de fait la plus répandue, et si les enseignants sont contents de trouver ce qu'ils cherchent, cela n'empêche pas de publier, sur le même site, une synthèse d'une discussion de la liste Profs-L² dans laquelle quelques dizaines de professeurs proposent des alternatives intelligentes au simple questionnaire pour évaluer la lecture d'une œuvre. Ainsi, le professeur qui viendra pour chercher un questionnaire découvrira bien d'autres méthodes que celle qu'il pratiquait, et pour laquelle il était venu.

Ce qu'on y trouve n'a donc pas la même valeur que les travaux validés par les sites académiques, mais est le reflet du travail réel de la communauté des professeurs de lettres. Libérés des contraintes d'une validation lourde, les sites associatifs sont appréciés pour leur réactivité, mais

« Ce qu'elles font ne peut pas être fait par l'institution, non pas parce que les enseignants qui y participent auraient quelque qualité spécifique que celle-ci n'a pas, mais précisément parce qu'elle est institution, et que ces communautés sont autre chose. »

aussi pour leur proximité par rapport au terrain. Ils ont, disons, une fonction plus directement pratique, et sont, grâce aux listes, un véritable lieu d'échange. Ils viennent d'en bas.

Des institutionnels dans les associations : un paradoxe ?

Les enseignants qui y participent sont souvent, comme on l'a vu, issus de communautés depuis longtemps ancrées sur le Web et font partie de ceux qui connaissent l'intérêt des nouvelles technologies. Pour cette raison, il n'est pas rare qu'ils soient également impliqués dans une structure institutionnelle. Toutes ces associations accueillent donc des enseignants qui occupent également des fonctions au sein de leur académie ; animateurs de groupes disciplinaires relatifs aux nouvelles technologies, webmasters de sites académiques, voire nationaux, ils ne voient pas là de contradiction.

Il n'y a là en effet ni paradoxe, ni trahison. Au contraire même ; souvent très impliqués dans leur académie, dans laquelle ils ont à cœur de promouvoir les TICE, ils y forment les professeurs et tentent, dans le cadre de la mission TICE de leur rectorat, de faire des sites académiques les meilleurs vecteurs possibles de l'intégration des TICE. Au-delà de ce travail quotidien au service de l'institution, c'est sur leurs heures « perdues » qu'ils prolongent naturellement cette dynamique, mais dans un autre contexte, et dans d'autres perspectives. D'un côté, ils accomplissent une mission qui leur est confiée, mettent en ligne des travaux issus d'un groupe de réflexion et réalisés en coordination avec le corps d'inspection, et sont au service d'une académie. De l'autre, ils reçoivent les voix de tous leurs collègues à travers les listes de discussion qui n'ont pas de frontières géographiques et, avec les plus dynamiques d'entre eux en matière d'activité sur Internet, ils essaient de se mettre au service de tous car ils ont précisément la place qu'il faut pour le faire et que c'est vers eux, ici, que les uns et les autres se tournent. Ce qui s'instaure alors n'a rien à voir avec ce qui serait le travail d'un site académique, ni même d'un site national : ce n'est tout simplement pas le rôle de l'institution. Ce sont des gens, appartenant à un même corps de métier, qui se regroupent en association pour faciliter leur tâche professionnelle en créant des services et en mutualisant leurs ressources.

Des structures fragiles

En dépit de leur succès, les sites associatifs ne reposent pas sur un socle solide. En effet, s'ils ont derrière eux l'histoire des communautés virtuelles d'enseignants, leur essor tient bien souvent au

2. Profs-L, liste de discussion des professeurs de lettres de lycée : www.lettres.org/Profs-L

dynamisme de quelques-uns qui, poussés par la nécessité commune, mettent leur temps et leur énergie au service de tous. Si certaines associations sont subventionnées, d'autres continuent de fonctionner sans le moindre financement, et, victimes de leur succès qui demande toujours plus de temps et impose des moyens techniques toujours plus importants, risquent à tout moment de perdre pied.

Ainsi sont-elles limitées par leurs moyens ; dans la validation, on l'a vu, où l'on perd en efficacité faute de temps, mais aussi dans la mise en place de nouveaux services dont pourtant les besoins se font sans cesse sentir. Tous les enseignants qui y travaillent sont bénévoles et ont par ailleurs un service complet. Sans soutien de l'institution,

ces associations, qui trouvent parfois quelques partenariats pour survivre, disparaîtront. Il serait vraiment dommage pour toutes les communautés d'enseignants de retourner au silence d'avant Internet, alors même qu'il n'y a plus lieu, aujourd'hui, de penser en termes de concurrence ; ce qu'elles font ne peut pas être fait par l'institution, non pas parce que les enseignants qui y participent auraient quelque qualité spécifique que celle-ci n'a pas, mais précisément parce qu'elle est institution, et que ces communautés sont autre chose. Chacun, sur cette toile, a son rôle unique et nécessaire. ●



Des sites associatifs d'enseignants

<p>Le Café pédagogique Bimensuel gratuit en ligne, compte, en novembre 2003, 75000 abonnés : www.cafepedagogique.net</p> <p>Cartables Le site du premier degré : www.cartables.net</p> <p>Les Clionautes Pour les professeurs d'histoire-géographie www.clionautes.org</p> <p>WebLettres Pour les professeurs de français, reçoit</p>	<p>entre 1500 et 2000 visiteurs uniques par jour, et a recueilli en une année d'existence plus de 400 travaux d'enseignants. www.weblettres.net</p> <p>PagesTec Pour les professeurs de technologie www.pagestec.org</p> <p>Cyberlangues Pour les langues vivantes http://cyberlangues.online.fr</p> <p>Sesamath Pour les professeurs de mathématiques www.sesamath.net</p>
---	--

